

ACCES AU COMMERCE ELECTRONIQUE

Les contraintes qui minent la connectivité des entreprises

La place du commerce électronique dans la quête de la compétitivité n'est pas à démontrer. Les conditions d'accès aux infrastructures montrent que le chemin est garni d'embûches pour les petites entreprises voulant se mettre à niveau.

Le Sénégal est engagé dans un processus de modernisation de l'administration en vue de faciliter les échanges. Une démarche qui nécessite la création d'un environnement favorable aux entreprises pour leur permettre de mieux concurrencer et augmenter leurs chances dans le marché international. Un diagnostic de la situation montre que, malgré le développement des Technologies de l'information et de la communication, beaucoup d'efforts restent encore à faire. La vice-présidente de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Dakar, Mme Wane, les entreprises n'ont pas véritablement tiré profit des potentialités dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Une situation qui, selon elle, s'explique aux problèmes auxquels les entreprises sont confrontées pour accéder au commerce électronique. Sur cette liste, on y retrouve : « des coûts encore élevés des services de télécommunication et de transaction, du défaut de financement des entreprises évoluant dans le secteur, de l'inadaptation de la législation ou encore de la qualité et de la disponibilité de l'énergie électrique... » C'est ainsi que le 13^{ème} forum du Centre des

Nations unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (Un/Cefact), qui s'est ouvert ce lundi 10 novembre à Saly Portudal est perçu comme un moment crucial pour relever la tendance. Cette rencontre internationale de quatre jours qui se tient pour la première fois en Afrique est à l'initiative du *Gie Gaiñde 2000* sous l'égide conjointe du ministère de l'économie et des finances et des douanes Sénégalaises. L'opportunité a été donnée à la représentante de la Cciad de proposer aux experts venus du monde des points d'actions en faveur du développement du commerce électronique pour les entreprises sénégalaises. Mme Wane a d'abord évoqué l'importance de la technologie et à l'infrastructure et appelle à mettre en œuvre la technologie la plus adaptée à la situation de nos entreprises. A cela, elle a ajouté la nécessité de mettre en place un système de surveillance des coûts de transaction et d'accès au commerce électronique.

Sur cette même lancée, le directeur général du Port autonome de Dakar a annoncé une plateforme d'échange de données électroniques qui est envisagé. Le directeur général du Pad estime qu'après les efforts fournis en

matière d'investissements pour la mise à niveau des infrastructures du Port de Dakar, par rapport aux standards des ports modernes, l'heure est venue pour toute la communauté portuaire de franchir une nouvelle étape. Bara Sady pense ainsi que la mise en place d'une plateforme d'échange de données électroniques va permettre de réduire, considérablement, les coûts des transactions et la paperasse encombrante, tout en assurant la simplification des formats des données. Dans cette démarche, M. Sady avance que la part belle sera accordée à l'expertise nationale avec *Gie Gaiñde 2000* qui est un éditeur et un intégrateur de solution informatique ayant une longue expérience dans le développement des systèmes d'infor-

mation. A l'en croire, le système que le Pad envisage de mettre en place aura des objectifs principaux comme la coordination de la préparation de l'escale et l'intégration des opérations du navire à quai, le traitement rapide des opérations de dédouanement et le suivi de la marchandise. Cet outil va également prendre en compte la facturation des prestations au navire et à la cargaison sans perte de temps, la production de données statistiques fiables et enfin, l'intégration de la communauté portuaire dans un système informatisé global, à moindre coût.

Compte tenu des enjeux, le secrétaire général du ministère de l'économie et des finances, Omar Sylla fait savoir que l'État attend de ce 13^{ème} Forum de l'Un/Cefact des innovations devant

permettre d'améliorer les performances de nos administrations dans l'accompagnement de l'entreprise. L'Administrateur Général, Ibrahim Nour Eddine Diagne pour sa part, pense que, pour une adaptation entre les flux du commerce international et l'information électronique, « il faut que les gens adoptent les mêmes normes de l'Un/Cefact qui travaille pour la fluidité des échanges de données qui accompagnent les échanges de marchandises ». Dans ce cadre, il rappelle le mandat de rapporteur que le Sénégal exerce depuis 2006. Cette responsabilité qui va jusqu'en 2010, confère au pays le rôle de mobiliser les pays africains à adopter et utiliser les normes.

Bacary DABO

SEDHIOU-DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES

L'expérience du fonio fait école à Diendé

Les producteurs et productrices de la communauté rurale de Diendé dans le Nord de Sédhiou ont massivement pris part, la semaine dernière, à un atelier de formation sur les techniques de production, la commercialisation et la transformation du fonio. Les prévisions pour les récoltes sont jugées très bonnes, tout comme les perspectives d'écoulement des productions.

L'atelier de Diendé entre dans le cadre d'un renforcement de capacités des bénéficiaires sur l'agriculture durable. Des tests de durabilité des outils sont faits dans les exploitations paysannes et des analyses de la chaîne de valeur pour, dit-on, avoir une idée de la valeur ajoutée

